

Restitution de l'atelier « Dette écologique et luttes des Sud » - 26 janvier 2014 Genève

Intervenants : Renaud Duterme, Michael Löwy, João Camargo. Modérateur : Jérémie Cravatte

Nous sommes à des rencontres écosocialistes européennes, mais il aurait été impossible de parler des défis écologiques sans parler des pays du Sud. Derniers responsables de la crise écologique, ils sont les premières victimes de ses effets, voire des fausses solutions qui lui sont apportées. C'est ce que la CCNUCC appelle la responsabilité commune mais différenciée. C'est ce que nous appelons la Dette Écologique.

Celle-ci a commencé à se contracter depuis les soit-disant découvertes des Amériques et, depuis, les colonies mais aussi la période néocoloniale et de mondialisation néolibérale. Pillage des ressources naturelles, délocalisation des déchets, piratage de la biodiversité, et bien évidemment effets des changements climatiques... Des ONG du Sud ont alors mobilisé ce concept pour retourner l'équation et démontré que c'est les puissances du Nord qui avaient une dette envers les populations du Sud, et non l'inverse.

La dette écologique est la seule chose qui permette l'illusion d'une croissance sans limites (pas de trente glorieuse sans le pillage du Sud). L'économie extractive est également rendue possible par la distance qui existe entre l'endroit où a lieu la production/consommation insoutenable et l'endroit où ses effets se font le plus ressentir.

Une priorité est donc de reconnaître la dette écologique. En soulignant qu'il ne s'agit pas d'une dette « Nord contre Sud », mais bien d'une dette de classe. L'élite du Sud est bien évidemment la complice active de ce système, pour ne donner qu'un exemple : le dictateur indonésien Suharto qui disait à l'époque « nous n'avons pas de problèmes pour rembourser la dette car nous avons plein de forêts à couper... ». Ce que nous avons vu au Sud (Plans d'ajustement structurel, bradage des ressources) nous le voyons au Nord aujourd'hui (mines d'or ou énergies renouvelables industrielles en Grèce pour ne citer qu'un exemple).

Mais il faut aussi **en stopper l'accumulation le plus vite possible, et engager des débuts de réparations/compensations** pour les désastres écologiques et sociaux provoqués. Ceux-ci peuvent évidemment être financiers, mais pas seulement. Nous refusons de quantifier la valeur des « services environnementaux » perdus et de la mort. Cela passera, entre autres, par la régénération des terres, la dépollution des sites et de l'eau, le transfert gratuit de technologies utiles, la reconnaissance des droits des réfugiés climatiques, l'annulation de la dette du tiers monde et de toutes les dettes illégitimes, etc. Bien entendu, la créance accumulée par les femmes doit également être reconnue et socialisée. Instaurer des droits à la Nature peut également être une piste, mais seulement si ceux-ci sont appliqués.

Enfin, nous voyons que les solidarités Nord/Sud ont évolué vers de nouvelles formes. Auparavant, il s'agissait peut-être plus d'une sympathie du Nord pour les luttes ayant lieu au Sud, alors qu'aujourd'hui il s'agit peut-être plus de se battre ensemble contre des ennemis communs (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, les transnationales et, de plus en plus, le capitalisme). Citons l'exemple de la Via Campesina, réseau présent au Sud comme au Nord, ou des mouvements contre la dette au Sud comme au Nord également, des mouvements écologistes...

L'écosocialisme doit intégrer cette dette cachée. Celle-ci permet aussi de dépasser l'impasse des négociations actuelles sur le climat où les différentes parties réclament le droit de suivre le même modèle de mal-développement. **L'écosocialisme doit favoriser le renforcement des réseaux Nord/Sud de lutte anticapitaliste et écologiste.** Le rapport avec les gouvernements « progressistes » du moment (Bolivie, Equateur, Venezuela) dans ce processus doit être plus critique que par le passé.